



ARRETE PORTANT RESTRICTION DE CIRCULATION ET STATIONNEMENT

Police Municipale

N° 159 /2024

Le Maire de la Commune de La Roque d'Anthéron

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les Articles L 2211.1, L 2213.1 à L 2213.6;
- VU le Code de la Route et notamment les Articles R 27, R 44, R 225 et R 225-1 ;
- VU le Code Pénal et notamment l'article R 26 ;
- VU le décret 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police du Maire en matière de circulation routière modifiant certaines dispositions du Code de la Route ;
- VU les arrêtés interministériels du 24.11.67 et du 07.06.77 et les arrêtés les modifiant ou les complétant relatifs à la signalisation des routes et des autoroutes ;
- VU l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974 et les arrêtés les modifiant sur la signalisation temporaire ;
- VU la Loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions modifiée et complétée par la Loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 ;
- VU la demande en date du 13 juin 2024 de la SCI DAO GESTION représentée par Monsieur ROPION David, Monsieur et Madame BERTORELLO Aymeric et Aurore sise 17, rue Youri EGOROV – 13640 LA ROQUE D'ANTHERON qui sollicite la fermeture de l'avenue Adam de Craponne pour la livraison d'un four à pizza au local commercial situé au numéro 12 de l'avenue Adam de Craponne.
- **CONSIDERANT** que pour faciliter le bon déroulement de la livraison, il est nécessaire de réglementer le stationnement avenue Adam de Craponne à partir du magasin Coup de Cœur.

ARRETE

ARTICLE 1 : Réglementation

Pendant toute la durée de la livraison, la SCI DAO GESTION est autorisée à stationner le camion de livraison **sur les places zone bleue avenue Adam de Craponne depuis le croisement de la rue Jeanne d'Arc au droit du numéro 14**. La livraison du four nécessitera l'enlèvement temporaire des potelets scellés au droit du numéro 12.

ARTICLE 2 : Durée de la réglementation

Le présent arrêté sera applicable **le mardi 06 août 2024 de 08h00 à 18h00**.

ARTICLE 3 : Signalisation - Sécurité

La mise en place, pose et enlèvement de la signalisation pendant la durée de la livraison sera exécutée par le demandeur à sa charge et sous sa responsabilité. La signalisation sera placée aux endroits convenables, 24H avant le début de l'opération.

ARTICLE 4 : Responsabilité du pétitionnaire

La responsabilité du pétitionnaire sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de la présente signalisation.

ARTICLE 5 : Responsabilité des usagers

Les usagers devront se conformer strictement à la signalisation en place, ainsi qu'aux instructions qui pourront leur être données sur place par les agents chargés du service d'ordre. Ils seront déclarés entièrement responsables dans le cas où les accidents viendraient à se produire par suite de la non observation du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication

ARTICLE 8 : Application

Monsieur Le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur, Responsable des Services techniques municipaux, Monsieur le Brigadier chef de la Police municipale, Monsieur le Commandant la Brigade de la gendarmerie nationale, la **SCI DAO GESTION représentée par Monsieur ROPION David**, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LA ROQUE D'ANTHERON, le 31 juillet 2024.

Le Maire,


Jean-Pierre SERRUS (B.-du-Rhône)

*Navo, Didier Jean, deuxième Adjoint
par le Maire empêché*

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du service instructeur ci-dessus désigné.

Acte rendu exécutoire après
télétransmission en Sous-Préfecture le
et de la publication sur le site internet de la
Commune le
Notification le